

Éric Roussel

De l'Institut

DE GAULLE

monument français



Éditions de
L'Observatoire

De Gaulle,
monument français

Du même auteur

- Valéry Giscard d'Estaing, L'Observatoire, 2018.
- Nicolas Sarkozy. *De près, de loin*, Robert Laffont, 2016.
- François Mitterrand. *De l'intime au politique*, Robert Laffont, 2015 (prix Montaigne).
- Pierre Brossolette, Fayard, 2011 ; Pluriel, 2014 (Prix Maurice Baumont).
- Le Naufrage. 16 juin 1940*, Gallimard, 2009 (Grand Prix du livre d'histoire 2010).
- De Gaulle*, Gallimard, « Les journées qui ont fait la France », 2008.
- Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007 (prix de la Biographie historique de l'Académie française, prix Charles Aubert - Histoire de l'Académie des sciences morales et politiques, prix Jean-Zay).
- Charles de Gaulle*, Gallimard, 2002 (Prix du Mémorial, Grand Prix littéraire d'Ajaccio) ; nouvelle édition, revue et augmentée, Tempus, 2020.
- Jean Monnet*, Fayard, 1996 (prix de l'Essai de l'Académie française, prix Guizot, prix européen de l'Histoire).
- Mitterrand ou la Constance du funambule*, J-C Lattès, 1991.
- Une autre voie* (avec Pierre Chaunu), Stock, 1986.
- Le Cas Le Pen. Les nouvelles droites en France*, J-C Lattès, 1985.
- Georges Pompidou*, J-C Lattès, 1984 ; Marabout-Histoire, 1985 ; édition revue et augmentée, établie d'après les archives du Président, J-C Lattès, 1994 ; Perrin, 2004.

Édition et présentation

- Maurice Barrès, *Journal de ma vie extérieure* (avec François Broche), Julliard, 1994.
- Bertrand de Jouvenel, *Itinéraire, 1928-1976*, Plon, 1993.

- Benoist-Méchin, *À l'épreuve du temps*, Julliard, 1989-1993, 3 vol.
Gaston Palewski, *Mémoires d'action*, Plon, 1988.
Pierre Mendès France, Françoise Giroud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, *La Politique soumise à l'intelligence. Correspondances croisées (1953-1981)*, Robert Laffont, 2011.
Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits : 1928-1974* (avec Alain Pompidou), Robert Laffont, 2012 ; LGF, 2014.

Préfaces

- Roland de Margerie, *Journal, 1939-1940*, Grasset, 2010.
François Mauriac, *De Gaulle*, Grasset, 2010.
Claude Mauriac, *Aimer de Gaulle*, Grasset, 2010.
Pierre Mendès France, *Dire la vérité. Causeries du samedi*, Tallandier, 2007.
Maurice Barrès, *Romans et voyages*, Robert Laffont, 1994, 2 vol.
Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, Robert Laffont, 1984, 2 vol.

Contributions

- Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères, 1589-2004* (sous la dir. de Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse), Fayard, 2005.
Dictionnaire historique de la vie politique française au xx^e siècle (sous la dir. de Jean-François Sirinelli), PUF, 1995.
Enjeux de la paix. Nous et les autres, xxvii^e-xix^esiècle (sous la dir. de Pierre Chaunu), PUF, 1995.

Éric Roussel

de l'Institut

De Gaulle,
monument français

L'Éditions de
L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0520-3
Dépôt légal : 2020, octobre
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2020
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Un monument. Un monument français. L'image, curieusement, s'impose au moment où Notre-Dame de Paris s'écroule, dévastée par le feu. On l'a souvent noté : par son physique, de Gaulle fait penser à ces figures du Moyen Âge telles que la statuaire de l'époque en a gardé la mémoire. Traits accusés, regard impérieux, l'homme du 18 Juin n'aurait pas déparé parmi les reîtres de l'an 1000. Il a d'abord été un soldat et ne l'a jamais oublié. Le personnage était d'une pièce, comme taillé à coups de serpe, prédestiné au combat. Et de fait, toute sa vie il combattit : l'envahisseur allemand, l'état-major sclérosé, les notables défaitistes en 1940, les Alliés d'un bout à l'autre de la guerre, les « politiciens » à la Libération, les mêmes à partir de 1958. « Durant toute mon existence, dira-t-il, j'ai toujours forcé les gens à faire ce qu'ils ne voulaient pas. »

Aujourd'hui, personne ne tient un tel langage et c'est bien pour cela que Charles de Gaulle fait figure de monument national. On l'admire, on l'encense, on le vénère d'autant plus que, sans oser l'avouer, on aurait du mal à supporter son mode d'exercice du pouvoir, peu caractérisé par le souci du dialogue. Ainsi s'émerveille-t-on

De Gaulle, monument français

également des grandioses demeures léguées par le passé, sans forcément avoir l'intention de les habiter. De ce fait, de Gaulle échappe pratiquement à toute controverse. S'il est une figure de notre Histoire récente devenue quasiment intouchable, voire sacrée, c'est bien celui qui sut dire non en juin 1940. Et par un effet de sidération, pratiquement tous ses détracteurs se sont trouvés cloués au sol, voués à l'inexorable oubli. Brillante exception : le plus violent d'entre eux, François Mitterrand.

Cette quasi-sanctification est d'autant plus remarquable que, de son vivant, le Général a été plus que contesté : attaqué, diffamé, menacé même dans sa vie. Durant la guerre, on sait quelle haine lui ont vouée les partisans du régime de Vichy. On sait moins en revanche qu'au sein de la France Libre il compta des adversaires, parfois acharnés. Seuls les spécialistes savent aujourd'hui que l'amiral Muselier, créateur de la marine gaulliste, personnage aussi extravagant que pittoresque, se prêta en 1942 à une manœuvre anglaise visant à supplanter l'incommode chef des Français Libres. Et autour de l'amiral s'étaient agrégés tous ceux, venus principalement de la gauche, qui trouvaient fort peu républicaines les manières du connétable. Raymond Aron en personne apporta sa pierre un peu plus tard à cette mise en cause. Dans un article fameux, « L'ombre des Bonaparte », il exprima – certes à mots couverts mais tout de même très clairement – ses fortes réserves à l'égard de la manière de gouverner du chef de la France Libre. Ce faisant, le philosophe reflétait, et justifiait dans une certaine mesure, l'hostilité manifestée par les Américains, Roosevelt en

De Gaulle, monument français

tête, vis-à-vis d'un responsable suspecté par eux de ne pas vouloir rendre la parole au peuple français.

Après 1945, cette contestation ne devait pas faiblir. Dès qu'il lança le Rassemblement du peuple français, en 1947 – un an après qu'il eut démissionné, en butte aux chausse-trappes du régime des partis –, de Gaulle se heurta à tous ceux qui n'avaient jamais vraiment admis sa manière de procéder. Il récusait la droite et la gauche ? Il était donc fasciste, ne tarda pas à entonner le chœur des vigies de la république parlementaire. Dès que son projet fut connu, le Général se trouva ostracisé, combattu, humilié même. En pleine nuit, comme si l'urgence s'imposait, le président du Conseil, Paul Ramadier, se précipita à Colombey pour lui signifier que, désormais, lors des cérémonies publiques, les honneurs militaires ne lui seraient plus rendus. Et pendant toute la durée de la IV^e République, jamais de Gaulle ne put avoir accès aux ondes nationales pour s'exprimer.

Après un long moment de quasi-unanimité au lendemain de son retour aux affaires en mai 1958, celui qui venait de fonder la V^e République vit de nouveau « les oppositions », selon son expression, se déchaîner contre lui. Si le peuple – le « populo », disait-il familièrement – lui resta fidèle dans des proportions qui ont de quoi faire rêver nos gouvernants actuels, les notables ne perdirent pas une occasion de s'opposer à lui. À droite, on lui reprochait d'abord sa gestion de la fin de la guerre d'Algérie et, accessoirement, sa prise de distance à l'égard de l'Amérique. À gauche, son dédain vis-à-vis de tous les dogmes respectés jusque-là par les bons républicains provoquait

De Gaulle, monument français

suspicion, réserve, souvent franche hostilité : rien n'avait beaucoup changé depuis les années londoniennes. La démocratie directe prisée par l'homme du 18 Juin n'était pas en odeur de sainteté parmi ceux qui ne concevaient pas d'autre forme de gouvernement que le parlementarisme le plus strict et souvent le plus désordonné. Au Sénat, notamment, ces gardiens du temple républicain étaient encore légion. Aussi quand de Gaulle, à l'automne 1962, mit en œuvre un référendum visant à avaliser l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, la Haute Assemblée se dressa très majoritairement contre celui qui, en 1958, l'avait rétablie dans ses droits et prérogatives. La réforme fut votée, à la suite d'une dissolution. Une majorité clairement gaulliste s'installa au Palais-Bourbon, mais les opposants ne baissèrent pas les bras. La presse écrite dans l'ensemble continua de se montrer très défavorable au régime. Les intellectuels se tinrent aussi assez majoritairement dans une réserve plutôt hostile. Ministre de la Culture, André Malraux ne rallia pas beaucoup de grandes voix. Seul, ou presque, François Mauriac clamait chaque semaine son enthousiasme dans les colonnes du *Figaro*. Aron, rallié en définitive au RPF, ne cachait guère ses réticences. Il eût été difficile d'imaginer qu'un demi-siècle plus tard de Gaulle réussirait à fédérer toutes les familles politiques, intellectuelles et spirituelles de la France. Aujourd'hui, la moindre polémique à son sujet tourne vite au scandale.

Dans *Les chênes qu'on abat*, récit inspiré sinon sténographique de sa dernière visite à Colombey, en décembre 1969, André Malraux souligne qu'en définitive

De Gaulle, monument français

le Général a réussi à imposer son point de vue à la postérité, c'est-à-dire à écarter tout jugement d'ordre rationnel sur ses actes. Rien de plus exact. En ce qui le concerne, le mythe tend sans cesse à prendre le relais de l'Histoire. « La vérité du général de Gaulle est dans sa légende », assurait Alain Peyrefitte. Dans le passé, peu de personnages ont bénéficié d'un tel privilège. En France, Napoléon en est l'exemple accompli. Et comme de Gaulle le fera plus tard, il prit soin, en dictant *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, de se faire l'historien de sa propre histoire.

Oui, un demi-siècle après sa mort, de Gaulle est bien devenu un monument français, une de ces rares figures qui non seulement illustrent notre passé mais restent des sources d'inspiration. Pépin le Bref, Henri III, Louis XIII, Charles X, Poincaré continuent d'intéresser des spécialistes. Seuls Jeanne d'Arc, Richelieu, Louis XIV, Napoléon et Clemenceau demeurent ce que Barrès appelait des « professeurs d'énergie ». Le Général les a rejoints. Dans le grand bouleversement qu'a connu notre époque, il constitue un repère essentiel, une balise qui structure nos imaginations, influence encore nos débats, dicte parfois même nos choix. Bien entendu, l'étude scientifique de son action se poursuit, comme c'est le cas également pour Napoléon. Mais de Gaulle est de ces quelques figures qui appartiennent à tout le monde. Chaque Français ou presque a aussi une certaine idée du Général qui, même sommaire ou fausse, témoigne de l'attraction du personnage.

Pourtant une tentative d'inventaire n'est sans doute pas inutile. Comme dans toute grande œuvre, architecturale,

De Gaulle, monument français

artistique ou littéraire, il y a des angles morts dans le parcours de De Gaulle. L'homme des sommets était aussi celui des jours ordinaires. Celui que Malraux a très bien nommé un « homme d'avant-hier et d'après-demain » était aussi un Français de son temps, avec parfois ses préjugés. À ne pas faire le tri dans cet itinéraire à nul autre pareil, on finit par ne plus voir en quoi de Gaulle fut unique, immense et quelquefois prophétique.

Une quantité impressionnante d'études ont été consacrées à Charles de Gaulle. Il y a dix-huit ans, j'ai apporté ma pierre à cet ensemble en publiant une biographie fondée non plus seulement sur des témoignages ou des rumeurs mais sur des documents d'archives, françaises ou étrangères. Le propos des pages qui vont suivre est différent. Cinquante ans après la mort du Général m'est venue l'idée de revisiter le personnage comme on redécouvre un monument. Chemin faisant, je me suis attardé sur quelques séquences – les plus saillantes, je crois. Quelle était la personnalité profonde de l'homme du 18 Juin ? Quelles influences subit-il ? Comment s'en évada-t-il ? Quelles furent ses plus grandes réussites, ses déceptions, ses échecs aussi ? En quoi fut-il enfin non seulement un héros de légende mais un grand homme d'État ? Tels sont les axes de cette réflexion sur ce géant congédié par les Français en 1969 et aujourd'hui quasiment sanctifié.

Une Histoire nationale indivisible

« Surgi comme un météore dans le ciel dévasté de la défaite. » L'expression est de Jacques Soustelle. Elle s'appliquait à de Gaulle, que le grand ethnologue fut l'un des premiers à rejoindre en juin 1940, avant que la question algérienne les sépare. La formule est belle, mais elle induit quelque chose d'énigmatique et de fugitif. L'origine d'un météore est sinon mystérieuse, du moins très lointaine. Et le phénomène n'a guère de durée. En s'exprimant ainsi, Soustelle signifiait simplement la sidération de ses amis Français Libres en voyant apparaître, contre tout espoir, cet étrange officier général, très récemment promu, dont on savait peu de chose sinon qu'il avait appartenu au gouvernement de Paul Reynaud juste avant l'arrivée de Pétain et la demande d'armistice.

De Gaulle, évidemment, ne venait pas de nulle part et l'on ne tarda pas à le lui rappeler. Dès son arrivée en Grande-Bretagne, des articles parurent dans la presse anglaise stigmatisant ses attaches droitières, voire ultra-droitières. L'auteur de l'un de ces papiers, devenu le gendre du grand écrivain Gregorio Marañon, président de l'Académie espagnole, apprit d'ailleurs à ses dépens combien la mémoire du Général était phénoménale :

De Gaulle, monument français

en 1969, alors que sa belle-mère hébergeait l'ancien chef de l'État dans son admirable maison de Tolède dominant le Tage, il s'entendit rappeler sans ménagement l'appréciation qu'il avait portée sur lui trente ans plus tôt. L'information donnée au public britannique n'était cependant pas à proprement parler erronée. Car de Gaulle était bien issu d'une droite pour le moins résolue et en forte réaction à l'idéologie de la III^e République. Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir ses *Lettres, notes et carnets*. Ses lectures, ses commentaires face à l'événement, tout atteste son allergie aux Lumières, son anti-parlementarisme, son attrait pour des auteurs critiques à l'égard de la Révolution. A-t-il lu Maurras ? Les allusions au maître à penser du nationalisme intégral sont rares dans ses écrits. Mais Maurice Schumann n'a pas été le seul à entendre le Général déclarer : « Maurras est devenu fou à force d'avoir raison. » Et il suffit de scruter attentivement la politique étrangère gaullienne pour s'apercevoir qu'elle devait quelque chose à l'auteur de *Kiel et Tanger*. Pierre Hassner, l'un des plus proches disciples de Raymond Aron, l'a admirablement démontré. Primat de l'intérêt national ; alliance nécessaire de la France avec les petites puissances contre les grandes ; tout ce que Maurras conseillait, de Gaulle a essayé de le mettre en œuvre. Bien sûr, il ne suivit pas le maître de l'Action française jusque dans ses pires outrances. On n'a aucune raison de penser qu'il a partagé, si peu que ce soit, son antisémitisme. On sait même que, dans les années 1930, l'un de ses meilleurs amis, le seul dont le souvenir, selon Olivier Guichard, lui tirait des larmes,

était le colonel Émile Mayer, un vieil officier non conformiste juif, libre penseur et sympathisant de gauche. Au demeurant, de Gaulle n'était pas le seul, à l'extérieur de la mouvance royaliste, à se montrer sensible aux vues de Maurras. Beaucoup de Français, sans partager les opinions de l'écrivain royaliste, se montraient sensibles à son argumentation, largement popularisée par l'historien Jacques Bainville, proche du courant monarchiste. François Mauriac, que tout, par ailleurs, séparait du doctrinaire de Martigues, a avoué que, malgré cela, il lisait *L'Action française* et se trouvait souvent en communion avec les analyses qui s'y trouvaient développées.

Charles Péguy a aussi beaucoup compté aux yeux de Charles de Gaulle : ce dernier en a fait l'aveu explicite à Alain Peyrefitte. Patriotisme exigeant, sens surtout de la continuité nationale exprimé par cette formule « La République, une et indivisible, c'est notre royaume de France » : le sentiment national dont de Gaulle se veut le serviteur doit beaucoup à l'auteur de *Notre jeunesse*. Sans doute était-il parfois rebuté par le style de l'écrivain, ces répétitions qui le scandent jusqu'à lui donner l'allure d'une psalmodie : Peyrefitte en a eu aussi la confiance. Mais si le Général se montrait indulgent avec lui, c'était aussi parce que sa sensibilité s'accordait avec la sienne sur un autre terrain : celui de l'argent.

De Gaulle, il ne faut jamais l'oublier, est issu d'une lignée de vieille bourgeoisie qui, relativement prospère au XVIII^e siècle, fut ruinée par la Révolution et ne put se rétablir sous l'Empire. D'où un déclassement flagrant au XIX^e siècle, à telle enseigne que les grands-parents

De Gaulle, monument français

du Général, l'un comme l'autre auteurs de livres estimés en leur temps, menèrent une vie très difficile. Passionnément fidèles à un catholicisme très traditionaliste, sinon intégriste pour employer la terminologie d'aujourd'hui, les valeurs de l'esprit étaient pour eux essentielles. D'où leur sympathie, *a priori* paradoxale, envers Proudhon et Jules Vallès, avec lesquels ils échangèrent une correspondance. Sans aucun doute marqué par cette histoire familiale, de Gaulle tiendra toujours le monde de l'argent en lisière. À Paul Morand, dont il appréciait l'œuvre, il ne pardonnera jamais d'avoir donné, en 1940, la priorité à la préservation de la fortune de sa femme, une riche princesse roumaine, plutôt que de le suivre dans l'aventure de la France Libre. Sa sympathie pour ceux qui, selon son expression, « avaient du bien », et surtout envers ceux qui en faisaient l'alpha et l'oméga de leur existence, serait toujours limitée. Contempteur infatigable du matérialisme, Péguy ne pouvait que bénéficier de son adhésion fervente.

Maurice Barrès, si oublié aujourd'hui, a aussi très certainement contribué à nourrir la pensée du Général, sa réflexion sur l'idée de nation. Le Barrès hélas furieusement antidreyfusard n'a certainement pas retenu son attention. En revanche, l'auteur de *La Colline inspirée*, le chantre de la terre et des morts, l'a évidemment marqué. Celui aussi qui, contrairement à Charles Maurras, considérait que l'histoire de France était une et indivisible, qu'on ne pouvait donc en exclure la Révolution. Celui enfin qui, malgré de graves divergences idéologiques, fut l'ami de Léon Blum (il cessa de l'être au moment de

Une Histoire nationale indivisible

l'affaire Dreyfus mais le redevint après la Grande Guerre) et admirait secrètement Jaurès. *Les Diverses Familles spirituelles de la France*, le livre que Barrès écrivit durant la guerre pour y célébrer l'apport de différentes sensibilités à l'identité nationale, semble avoir été composé en préfiguration de ce qui devint la France Libre. Et ce n'est certainement pas un hasard si de Gaulle, au lendemain de son arrivée à Londres en 1940, demanda au fils de l'écrivain, le journaliste Philippe Barrès, d'écrire ce qui devait être sa première biographie. Nul doute enfin que l'écriture de Barrès ait été pour lui un modèle. Le début des *Mémoires de guerre*, « La France vient du fond des âges », a des accents barrésiens difficilement contestables. Un indice de plus qui tend à prouver que le nationalisme ouvert et émotif de Barrès n'a pas été sans influence sur de Gaulle.

Aucun doute : s'il est une famille politique dont le Général a été proche, c'est cette droite nationale qui avait aussi, semble-t-il, la sympathie de son père. Si, au témoignage d'Alain Peyrefitte, son jugement sur la III^e République à ses débuts était empreint d'une relative compréhension, sa condamnation du fonctionnement des institutions après la Grande Guerre ne devait accuser aucune faiblesse, comme l'atteste surabondamment sa correspondance. Du personnel politique de l'époque, à peu près personne ne trouve grâce à ses yeux, à l'exception notable de Clemenceau, en raison de son rôle pendant le conflit. Raymond Poincaré, idole de la bourgeoisie de son temps, chef de l'État durant la guerre et sauveur de la France lors de son passage à la présidence

De Gaulle, monument français

du Conseil, de 1926 à 1929, lui semble un « demi-grand homme », à la mesure du régime et qui n'aurait pu vraiment déployer ses dons qu'à l'ombre d'une figure plus éminente que lui. André Tardieu échappe cependant à l'opprobre. Ancien collaborateur de Clemenceau, ce normalien hors série s'est, il est vrai, distingué en portant un regard de plus en plus critique sur le régime. Député de la Seine puis du Territoire de Belfort, il évolue du centre droit (l'Alliance démocratique) vers une droite de plus en plus résolue. Président du Conseil à trois reprises au début des années 1930, il n'en est pas moins rejeté peu à peu par le « système ». Sa critique du parlementarisme, à ses yeux dévoyé, se fait de plus en plus âpre. Et lors de son passage aux affaires, il met à profit les fonds secrets à sa disposition pour soutenir les Croix-de-Feu, le mouvement d'anciens combattants dirigé par le colonel de La Rocque. Les radicaux ne le lui pardonneront jamais : Tardieu, à leurs yeux, a franchi la ligne jaune en pactisant avec celui qui, fort de l'appui d'un parti très puissant – plus d'un millier d'adhérents à la veille de la Seconde Guerre mondiale –, semble s'être fixé pour but de mettre fin sinon à la III^e République, du moins à sa forme hyperparlementariste. De Gaulle, pour sa part, ne paraît pas ému de ce rapprochement. La Rocque lui inspire plutôt de la sympathie : il regrette seulement qu'il ait quitté l'armée. Ce qu'il reproche à Tardieu, c'est de ne pas le soutenir dans son combat en faveur de l'armée de métier et de la création de divisions blindées. De Gaulle comptait beaucoup sur l'ancien président du Conseil pour porter son projet. Sa déception est vive. La campagne qu'il mène